

**Arrêté préfectoral N° 1061 du 02 août 2021  
PORTANT MISE EN DEMEURE**

----

**Société Plastipak Packaging France**

----

**Commune de Sainte-Marie-la-Blanche**

**Le préfet de la Côte d'Or**

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** l'article L.557-28 du code de l'environnement qui dispose : « En raison de leurs risques spécifiques, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens ;

**VU** l'article L.557-29 du code de l'environnement qui dispose : « L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré. » ;

**VU** l'article L.557-53 du Code de l'environnement qui dispose : « Les mises en demeure, les mesures conservatoires et les mesures d'urgence mentionnées à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 peuvent, au regard des manquements constatés au présent chapitre et aux textes pris pour son application, porter sur la mise en conformité, le rappel ou le retrait de tous les produits et équipements présentant une ou plusieurs non-conformités ou pouvant présenter les mêmes non-conformités que celles constatées ou suspectées, notamment les produits ou les équipements provenant des mêmes lots de fabrication. » ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 23 août 2010 à la société ARTENIUS PET RECYCLING France, devenue Plastipak Packaging France pour l'exploitation d'une installation de transformation de matières plastiques sur le territoire de la commune de Sainte-Marie-la-Blanche au titre de la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif aux équipements sous pression ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 juillet 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 19 juillet 2021 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant par courrier du 26 juillet 2021 sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**CONSIDÉRANT** que la société Plastipak Packaging France exploite sur le site de Sainte-Marie-la-Blanche des appareils à pression visés par l'article L.557-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 12 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé dispose : « En application de l'article R. 557-14-4 du code de l'environnement, un équipement ou un accessoire mentionné au I ou aux 1° et 2° du III de l'article R. 557-14-1 de ce même code fait l'objet d'un suivi en service. » ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 24 juin 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas ces dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 : Les équipements en annexe 1 présentent un défaut de requalification périodique et les équipements en annexe 2 présentent un défaut d'inspection périodique ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société Plastipak Packaging France de respecter les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Côte d'Or ;

## **A R R Ê T E**

## **ARTICLE 1 – OBJET**

La société Plastipak Packaging France exploitant une installation de transformation de matières plastiques sise route de Laborde à Sainte-Marie-la-Blanche est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en mettant en conformité les équipements en retard de requalification périodique et listés en annexe 1 du présent arrêté ;
- **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 en mettant en conformité les équipements en retard d'inspection périodique et listés en annexe 2 du présent arrêté ;

## **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société Plastipak Packaging France.

## **ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 5 – EXÉCUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Côte d'Or, M. le Maire de la commune de Sainte-Marie-la-Blanche, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

LE PREFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général

SIGNE  
Christophe MAROT

### **Annexe 1**

Liste des équipements en défaut de requalification périodique.

<b>Type</b>	<b>Marque</b>	<b>N° série</b>	<b>année</b>	<b>PS</b>	<b>V</b>
Récepteur d'Air	REDNAL PNEUMATICS	09226/040	1997	15	40
Récepteur d'air	Le Réservoir	000424.10	2011	16	50
Récepteur d'air	Le Réservoir	000503.27	2011	16	50

**VU POUR ETRE ANNEXE  
A L'ARRETE PREFECTORAL N° 1061 DU 02 août 2021**  
LE PREFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général

SIGNE

Christophe MAROT

## **Annexe 2**

Liste des équipements en défaut d'inspection périodique.

<b>Type</b>	<b>Marque</b>	<b>N° série</b>	<b>année</b>	<b>PS</b>	<b>V</b>
Récipient gaz	AIRCOM	23388	2013	14	41
Accumulateur	HYDAC	2892/44/04	2004	330	37
Accumulateur	HYDAC	116584	2004	330	37
Accumulateur	HYDAC	472428	2012	330	50
Accumulateur	HYDAC	472450	2012	330	50
Accumulateur	HYDAC	472427	2012	330	50
Accumulateur	HYDAC	529894	2016	380	50
Accumulateur	HYDAC	529831	2016	380	50

**VU POUR ETRE ANNEXE  
A L'ARRETE PREFECTORAL N° 1061 DU 02 août 2021  
LE PREFET**  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNE**

Christophe MAROT